

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Date de convocation : 12 octobre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 13 - Nombre de votants : 9

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 16 octobre à dix-sept heures, le Conseil d'Administration du CCAS légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne HÉRY - LE PALLEC, Présidente du CCAS.

Étaient présents : Anne HÉRY - LE PALLEC - Mikaela DIMITRIU - Philippe BAY - Jean BEAU - Thérèse HERVE - Serge BRAS - Béatrice COUDOUÉL - formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents : Caroline FRICKER-CAUSSE (pouvoir à Philippe BAY) - Laure GRAIRE (pouvoir à Mikaela DIMITRIU) - Elisabeth FAUGIER - Jean-Marc DUVAL - Vincent DROUX - Belinda GODLIMAN.

Madame Elisa VABOIS a été nommée Secrétaire de séance.

**2023-22 ADHESION AU DISPOSITIF DEPARTEMENTAL DE TELEASSISTANCE 2023-2026 -  
AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION**

Madame la Présidente du CCAS informe les membres présents que par mail en date du 29 juin 2023, l'Agence AutonomY pour le compte du Département des Yvelines précise que le marché actuel de téléassistance (2019-2023), passé avec la Société VITARIS est arrivé à échéance à la fin du mois de juin 2023.

Le Conseil Départemental a décidé de poursuivre son action dans ce domaine, c'est pourquoi une consultation a été organisée à l'issue de laquelle la Société VITARIS a été retenue pour la période 2023-2026.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le dispositif départemental de téléassistance existant, mis en place par l'Agence AutonomY pour le compte du Département des Yvelines dans le cadre de sa politique de maintien à domicile des personnes âgées et personnes en situation de handicap,

Vu le mail du 29 juin 2023 de l'Agence AutonomY concernant le marché de téléassistance avec la société Tunstall Vitaris qui est renouvelé au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,  
Le Conseil d'Administration,

DÉCIDE d'adhérer à ce nouveau marché de téléassistance pour la période 2023-2026.

paraphe

  


Délibération 2023-22

AUTORISE Madame la Présidente du CCAS à signer la nouvelle convention tripartite et ses avenants éventuels entre le CCAS, l'Agence AutonomY et la Société Tunstall VITARIS attributaire du nouveau marché passé par l'Agence AutonomY pour la gestion du dispositif départemental de téléassistance.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme,



La Présidente du CCAS,

Anne HÉRY - LE PALLEC

## Yvelines Écoute Assistance

Accord-cadre n°20220001

### Convention tripartite entre L'Agence AutonomY, la Commune ou le Centre Communal d'Action Sociale ou le Centre Intercommunal d'Action Sociale et la société Tunstall Vitaris

#### Entre les soussignés :

Le Groupement d'Intérêt Public « Agence interdépartementale de l'autonomie Yvelines & Hauts-de-Seine » ayant son siège au 17, Rue Albert Thomas 78130, Les Mureaux, représenté par Madame Asmae CHOUTA, Directrice générale,

ci-après désigné par les termes : « l'Agence AutonomY »

d'une part,

#### Et :

Monsieur ou Madame le Maire de la Commune de .....  
.....  
Agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du .....  
.....

OU

~~Monsieur ou Madame le Président du Centre Communal d'Action Sociale de~~ CHEVREUSE  
.....  
Agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 16/10/2023  
.....

OU

Monsieur ou Madame le Président du Centre Intercommunal d'Action Sociale de .....  
.....  
Regroupant les communes de .....  
.....  
Agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du .....  
.....

ci-après désigné par les termes : « la Commune »

d'autre part,

#### Et :

La Société Tunstall Vitaris, ayant son siège au 90 A allée Hubert Curien, CS 30028, 71201 Le Creusot, représentée par Monsieur Alain MONTEUX, son Président,

ci-après désigné par les termes : « le Prestataire »

d'autre part,

## **Préambule**

Dans le cadre de sa politique en faveur du maintien à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, le Département organise depuis 1994, un dispositif départemental de téléassistance, Yvelines Écoute Assistance pour améliorer leurs conditions de vie quotidienne et de sécurité. Un programme de lutte contre l'isolement est intégré à la prestation, de façon ciblée pour les personnes souffrant de solitude, avec la mise en œuvre d'entretiens téléphoniques réguliers avec des chargés d'écoute et d'assistance spécifiquement formées. Un service d'assistance psychologique est également inclus.

Le Département s'appuie sur un maillage du territoire composé de 5 Pôles Autonomie Territoriaux (PAT) ayant vocation à être le guichet du Département auprès de l'ensemble des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Le groupement d'intérêt public (GIP) « Agence interdépartementale de l'autonomie Yvelines & Hauts-de-Seine » - « Agence AutonomY », créé en 2021, est l'opérateur des Départements pour déployer une offre de services en réponse à l'aspiration massive des seniors et des personnes en situation de handicap à bien vivre et bien vieillir chez eux.

Le dispositif Yvelines Écoute Assistance s'inscrit dans le cadre du schéma interdépartemental d'organisation sociale et médico-sociale Yvelines/Hauts-de-Seine 2018-2022, voté le 28 septembre 2018. Dans le cadre de ses missions, l'Agence AutonomY est désormais le pouvoir adjudicateur du marché relatif au dispositif Yvelines Écoute Assistance depuis le 01 janvier 2023.

Ainsi, le dispositif Yvelines Écoute Assistance repose sur un partenariat tripartite entre l'Agence AutonomY, la Commune et le Prestataire.

## **Article 1 : Objet de la convention tripartite**

La présente convention a pour objet de définir les champs d'action respectifs de l'Agence AutonomY, de la Commune et du Prestataire, attributaire du marché de téléassistance passé avec l'Agence AutonomY selon le cahier des charges annexé à la présente.

Le service de téléassistance démarre, pour chaque abonné, à compter de la date à laquelle l'abonné est raccordé au dispositif Yvelines Écoute Assistance. Cette date est notifiée par le Prestataire au moyen de la liste nominative adressée mensuellement à la Commune et à l'Agence AutonomY.

## **Article 2 : Engagement de l'Agence AutonomY**

L'Agence AutonomY, s'engage à respecter les dispositions du cahier des charges ci-annexé, reprenant les clauses du Dossier de Consultation des Entreprises. Il est le maître d'ouvrage du dispositif pour lequel il a lancé une consultation. Le marché a été attribué à la société Tunstall Vitaris, le Prestataire.

## **Article 3 : Engagement du Prestataire**

Le Prestataire s'engage à gérer le dispositif Yvelines Écoute Assistance selon les dispositions du cahier des charges ci-annexé, reprenant les clauses du Dossier de Consultation des Entreprises.

## **Article 4 : Engagement de la Commune**

La Commune s'engage à respecter les dispositions du cahier des charges ci-annexé, reprenant les clauses du Dossier de Consultation des Entreprises et notamment :

- Elle diffuse l'information relative au dispositif Yvelines Écoute Assistance auprès de ses administrés, en respectant les dispositions du Cahier des Charges annexé à la présente convention, précisant les obligations en termes de communication (nom du dispositif, mention du Département, de l'Agence AutonomY, etc.) ;
- Elle reçoit les demandes d'abonnement concernant les personnes répondant aux critères d'éligibilité, recueille auprès des personnes âgées ou en situation de handicap ayant donné leur accord tous les renseignements nécessaires, remplit avec le futur abonné la fiche de demande de raccordement, et la transmet au prestataire ;
- Elle s'engage à aider le futur abonné à constituer un réseau de voisinage dépositaire des clés ;
- Elle vérifie les informations qui lui sont communiquées chaque mois par le prestataire concernant la liste nominative des bénéficiaires effectivement raccordés, des nouveaux abonnés et de ceux dont la dépose du matériel aura été effective suite à une demande de résiliation ;
- Elle s'engage à collaborer avec le Prestataire et l'Agence AutonomY pour mettre en œuvre les dispositions du cahier des charges annexé ;
- Elle nomme une personne référente qui sera le correspondant privilégié de l'Agence AutonomY et du Prestataire et prévoit son remplacement en cas d'absence ;
- Elle informe les abonnés des possibilités de participation financière complémentaire (notamment caisses de retraite, mutuelles, Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA) pour les personnes âgées, allocations pour les personnes handicapées), en collaboration avec les PAT ;
- Elle s'engage pour la mise à jour des données à faire connaître sans délais au Prestataire, le nom des personnes décédées, des personnes entrant dans un établissement, des personnes souhaitant rompre leur contrat, la date de réception de l'information par le Prestataire faisant foi pour la fin du contrat d'abonnement (tout mois commencé étant dû). Une copie de cet envoi est adressée au PAT du secteur ;
- Elle met en place en collaboration avec les PAT une veille sanitaire et sociale auprès des abonnés, par l'exploitation des listes des appels reçus par le Prestataire chaque mois ;
- Elle s'engage à participer au contrôle de la qualité du service et à faire connaître au Prestataire et à l'Agence AutonomY toute information ou litige concernant le dispositif dont elle aurait connaissance de la part d'un abonné.

## **Article 5 : Facturation des prestations**

Les prix initiaux des prestations qui font l'objet du marché sont annexés à la présente convention sous l'intitulé « TARIFS 2023 ».

### **5.1 Prestations prises en charge par l'Agence AutonomY**

Il est rappelé que l'Agence AutonomY prend à sa charge financièrement :

- Une partie de la prestation socle (service d'écoute de téléassistance 24h/24h, actions d'informations (alertes, écrits de convivialité et messages vocaux) et soutien psychologique) ;
- Les appels de convivialité dans le cadre de la lutte contre l'isolement.

## 5.2 Prestations non prises en charge par l'Agence AutonomY (partie de la prestation socle non financée par l'Agence AutonomY et les options)

Plusieurs possibilités existent pour la Commune, puisqu'elle peut choisir de prendre en charge ou non les coûts afférents à ces prestations.

- Mensualités relatives à la partie de la prestation socle non financée par l'Agence AutonomY :

*Rayer la mention inutile*

~~❖ Je souhaite que les abonnés soient facturés directement par le Prestataire~~

❖ Je souhaite que la Commune soit facturée chaque mois pour l'ensemble des abonnés

Lorsque la Commune choisit d'être facturée, elle s'engage à acquitter au Prestataire la prestation qu'elle a choisi de financer. Dans ce cas, elle devient son interlocutrice pour la partie qu'elle a choisi de financer, et lui adresse, ainsi qu'à l'Agence AutonomY, copie de sa décision de principe.

La facturation débute le premier jour du mois suivant le raccordement. Elle prendra fin le dernier jour du mois du marché, ou, le cas échéant, le dernier jour du mois de résiliation. Les installations et déposes des transmetteurs sont effectuées par le Prestataire, conformément aux termes du marché.

Lorsque la Commune décide de se faire rembourser par l'abonné tout ou partie des frais, elle ne peut en aucun cas lui facturer la prestation à un coût supérieur à celui de la facture.

- Mensualités relatives aux options :

Les mensualités correspondant à la fourniture des détecteurs ou de l'assistance mobile seront facturées par le Prestataire individuellement à chaque abonné. La Commune ayant toute faculté, si elle le souhaite, de leur rembourser tout ou partie de cette dépense.

### Article 6 : Révision des prix

Les prix sont révisibles chaque année au 1<sup>er</sup> juillet, en fonction de l'évolution des indices selon la formule de calcul fixée dans le marché.

### Article 7 : Durée

Le marché de téléassistance est un marché de service d'une durée ferme de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2026. La présente convention est applicable à compter de sa signature et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2026.

### Article 8 : Fin de marché en 2026 et passation au titulaire du marché suivant

En cas de changement de prestataire au 1<sup>er</sup> juillet 2026, le dispositif de téléassistance sera assuré dès le début du marché suivant par le nouveau titulaire pour tous les nouveaux abonnés, et de manière progressive pour les abonnés du marché 2023-2026, au fur et à mesure des changements de matériel.

Toutefois, dans un souci de continuité de service, le titulaire du marché 2023-2026, s'engage :



- À prolonger son contrat avec l'Agence AutonomY et la Commune pendant une durée maximale de six mois, le temps que soit effectué le changement de matériel ;
- À transmettre le marché échu au nouveau titulaire.

Le titulaire du marché 2023-2026 s'arrangera avec le nouveau titulaire pour récupérer son matériel. Pour les prestations que le titulaire initial du marché poursuivra pendant cette période, il continuera à être rémunéré directement par l'Agence AutonomY et, pour le cas où cette option aurait été retenue, par la Commune, selon les tarifs pratiqués dans le marché.

#### **Article 9 : Résiliation de l'abonnement d'une personne**

Aucune résiliation ne peut être opérée sans demande écrite préalable émanant de l'abonné envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception. Les demandes de résiliation sont adressées par l'abonné à la Commune qui les transmet au Prestataire. Elles sont réputées effectives le jour de réception de l'information par le Prestataire.

Les demandes de résiliation qui seraient, malgré cela, adressées directement par l'abonné au Prestataire prennent effet le jour de réception de la demande. Dans ce cas, le Prestataire transmet sans délai à la Commune copie de cette demande.

À partir de cette date et jusqu'au dernier jour du même mois :

- Le Prestataire continue à assurer le service de téléassistance aussi longtemps que le transmetteur se trouve au domicile de l'abonné ;
- Le Prestataire s'engage à retirer le matériel avant le dernier jour du mois ;
- L'abonnement correspondant au mois au cours duquel la demande de résiliation parvient au Prestataire est dû dans son intégralité mais tout retard de reprise du matériel au-delà de cette date ne pourrait qu'être exceptionnel et ne pourra pas faire l'objet de facturation d'un mois supplémentaire.

Le coût de la reprise du matériel chez l'abonné étant inclus dans le prix de location, l'enlèvement du matériel ne donne lieu à aucune facturation supplémentaire.

En cas de décès, il est prévu que le matériel puisse être déposé par les proches auprès de la Commune, lieu de résidence de l'abonné. En cas de non-paiement de la part d'un abonné, aucune résiliation ne sera mise en œuvre. Des solutions seront recherchées en lien avec l'Agence AutonomY.

#### **Article 10 : Résiliation de l'adhésion d'une Commune**

La Commune est liée à l'Agence AutonomY et au Prestataire par la signature de la présente convention tripartite, pour la durée restant à couvrir jusqu'à la fin du marché.

Outre la possibilité de ne pas continuer d'adhérer au moment du renouvellement du marché, la Commune a également la faculté de mettre fin à la présente convention tripartite, en cas de faute dûment constatée et reconnue par le Prestataire.

Cette résiliation pour faute respectera un préavis de trois mois entre la notification de la décision et sa date d'effet. La notification de la Commune sera adressée à l'Agence AutonomY qui en avertira aussitôt le Prestataire.

Les obligations du Prestataire se poursuivent jusqu'à la reprise du matériel au plus tard dans les trois mois.  
Les factures du mois correspondant à la date de notification sont dues par l'abonné ou la Commune et l'Agence AutonomY pour la part qui leur revient, les coûts ultérieurs étant à la charge du Prestataire.

### Article 11 : Résiliation du marché par l'Agence AutonomY

La résiliation du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

### Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

### Article 13 : Règlement des litiges

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention (y compris le cahier des charges annexé) et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable, sera soumis à la juridiction compétente. En cas de blocage, l'Agence AutonomY se réserve le droit de résilier la présente convention.

Fait aux Mureaux, en 3 exemplaires originaux,  
Le

P/L'Agence AutonomY  
La Directrice Générale

~~P/Le Commune~~  
~~Le Maire~~

OU

P/Le CCAS  
Le Président

OU

~~P/Le CIAS~~  
~~Le Président~~

LA PRÉSIDENTE,  
ANNE HERTZ-LE PAUVE



P/Le Prestataire  
Le Président



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Date de convocation : 12 octobre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 13 - Nombre de votants : 9

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 16 octobre à dix-sept heures, le Conseil d'Administration du CCAS légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne HÉRY - LE PALLEC, Présidente du CCAS.

Étaient présents : Anne HÉRY - LE PALLEC - Mikaela DIMITRIU - Philippe BAY - Jean BEAU - Thérèse HERVE - Serge BRAS - Béatrice COUDOUÉL - formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents : Caroline FRICKER-CAUSSE (pouvoir à Philippe BAY) - Laure GRAIRE (pouvoir à Mikaela DIMITRIU) - Elisabeth FAUGIER - Jean-Marc DUVAL - Vincent DROUX - Belinda GODLIMAN.

Madame Elisa VABOIS a été nommée Secrétaire de séance.

**2023-23 AUGMENTATION DU TARIF « DEJEUNER SENIORS » DANS LE CADRE DES ANIMATIONS PROPOSEES PAR LE CCAS**

Madame la Présidente rappelle aux membres du Conseil d'Administration que le CCAS propose tout au long de l'année un programme d'animations à destination des seniors de plus de 60 ans, sorties théâtre, rencontres intergénérationnelles, ateliers divers, activités sportives (pass sport senior) repas de Noël, déjeuners ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 11 juin 2018 relative à la révision de tarif du déjeuner organisé pour les personnes âgées de Chevreuse;

**CONSIDÉRANT** que le tarif n'a pas été révisé depuis cette date ;

**CONSIDÉRANT** que les restaurateurs ont augmenté leurs tarifs ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,  
Le Conseil d'Administration,

**DÉCIDE** d'appliquer le tarif ci-dessous à compter du 16 octobre 2023

	Ancien tarif	Nouveau tarif
Déjeuner seniors	13 €	15 €

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme,



La Présidente du CCAS,

Anne HÉRY - LE PALLEC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Date de convocation : 12 octobre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 13 - Nombre de votants : 9

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 16 octobre à dix-sept heures, le Conseil d'Administration du CCAS légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne HÉRY - LE PALLEC, Présidente du CCAS.

**Étaient présents :** Anne HÉRY - LE PALLEC - Mikaela DIMITRIU - Philippe BAY - Jean BEAU - Thérèse HERVE - Serge BRAS - Béatrice COUDOUEL - formant la majorité des membres en exercice.

**Étaient absents :** Caroline FRICKER-CAUSSE (pouvoir à Philippe BAY) - Laure GRAIRE (pouvoir à Mikaela DIMITRIU) - Elisabeth FAUGIER - Jean-Marc DUVAL - Vincent DROUX - Belinda GODLIMAN.

Madame Elisa VABOIS a été nommée Secrétaire de séance.

**2023-24 REVALORISATION DE LA CARTE INDIE DE 35€ A 40€**

Madame la Présidente rappelle que la « Carte Indie » a été mise en place en 2020-2021.

Il s'agit d'un dispositif permettant aux personnes en situation de handicap, enfants et adultes chevrotins, de bénéficier d'une réduction lors d'inscription auprès d'associations sportives, culturelles ou de loisirs de Chevreuse, d'autres communes du département, de la région ou nationales.

Cette carte est valable pour une année scolaire, à raison d'une carte par bénéficiaire. Elle est cumulable avec la « Carte Jeune », dispositif communal.

L'adhérent présentera, lors du paiement de l'adhésion, la « Carte Indie » à l'association de son choix qui déduira le montant de la réduction.

Elle s'adresse aux personnes en situation de handicap avec une reconnaissance d'un taux d'invalidité égal ou supérieur à 75% ;

**CONSIDÉRANT** que ces activités ne sont pas proposées par les associations locales ou quand elles existent, ne sont pas adaptées au public ciblé ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de développer des actions d'accompagnement et de soutien pour les personnes en situation de handicap qui souhaitent pratiquer une activité adaptée à leur situation ;

**CONSIDÉRANT** que le montant de la carte Indie n'a pas été augmenté depuis 2020 ;



paraphe

Délibération 2023-24

Après en avoir délibéré à l'unanimité,  
Le Conseil d'Administration,

REVALORISE le montant de la carte Indie en le passant de 35€ à 40€.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme,



La Présidente du CCAS,

Anne HÉRY - LE PALLEC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Date de convocation : 12 octobre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 13 - Nombre de votants : 9

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 16 octobre à dix-sept heures, le Conseil d'Administration du CCAS légalement convoqué, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame Anne HÉRY - LE PALLEC, Présidente du CCAS.

**Étaient présents :** Anne HÉRY - LE PALLEC - Mikaela DIMITRIU - Philippe BAY - Jean BEAU - Thérèse HERVE - Serge BRAS - Béatrice COUDOUÉL - formant la majorité des membres en exercice.

**Étaient absents :** Caroline FRICKER-CAUSSE (pouvoir à Philippe BAY) - Laure GRAIRE (pouvoir à Mikaela DIMITRIU) - Elisabeth FAUGIER - Jean-Marc DUVAL - Vincent DROUX - Belinda GODLIMAN.

Madame Elisa VABOIS a été nommée Secrétaire de séance.

**2023-25 : ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 DÉVELOPPÉE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 - BUDGET DU CCAS**

**CONSIDÉRANT** que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes).

**CONSIDÉRANT** que la nomenclature M57 reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

**CONSIDÉRANT** que le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

. en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;

. en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;



paraphe



## Délibération 2023-25

. en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

CONSIDÉRANT qu'une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

CONSIDÉRANT l'accord de Monsieur Pierre COLLIO, Comptable de Saint Quentin en Yvelines en date du 28 juin 2023,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,  
Le Conseil d'Administration,

APPROUVE le changement de nomenclature comptable du budget Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Chevreuse au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

AUTORISE Madame la Présidente à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme,



La Présidente du CCAS,

Anne HÉRY - LE PALLEC